

UN PLAN POUR TOUS LES NÉO-BRUNSWICKOIS

Proposition pré-budgétaire - SCFP Nouveau-Brunswick



INVESTIR DANS LES GENS – UNE REPRISE AXÉE SUR LES SERVICES PUBLICS

Il est possible d'améliorer le Nouveau-Brunswick malgré les impacts de la COVID-19 sur notre province. Les citoyens du Nouveau-Brunswick savent toutefois que la vie était difficile avant la pandémie. Les choses n'ont fait qu'empirer avec la COVID-19 qui a sollicité à l'extrême des services publics maintenus dans une situation de sous-financement par les gouvernements successifs.

Alors que le gouvernement est assis sur un surplus de 487 millions de dollars, il est temps d'investir dans la ressource la plus précieuse dans la province : ses citoyens.

La vigueur d'une communauté se mesure à la force des personnes qui la compose. Or présentement, les gens en arrachent. L'itinérance, la pauvreté et les problèmes de santé mentale sont tous à la hausse.

Le SCFP Nouveau-Brunswick croit que nous pouvons bâtir une province où l'ensemble des citoyens vivent dans la dignité. Une province où les personnes qui reçoivent de l'aide sociale peuvent se permettre d'acheter les produits essentiels et dont le ministère du Développement sociale est bien doté de personnel pour les aider, tout comme les individus ayant des problèmes de santé mentale. Une province où tout le monde a accès au système de justice, pas seulement les riches et les puissants. Une province où le gouvernement a des projets d'infrastructure écologiques et audacieux qui crée des emplois de qualité des lesquels les employés sont protégés, en sécurité et reçoivent des soins s'ils subissent une blessure. Une province où les écoles sont au cœur des communautés. Une province où les personnes ne se contentent pas de survivre, mais peuvent s'épanouir.

**Nous pouvons faire de tout cela une réalité.
Il suffit d'investir dans les gens.**



Au Nouveau-Brunswick, les célibataires qui reçoivent de l'aide sociale vivent avec 39% de moins que le seuil de pauvreté dans la province. Entre janvier 2021 et janvier 2022, le prix des aliments au Nouveau-Brunswick a augmenté de 6,1% et le prix du logement a augmenté de 5,7%.



UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DE TOUT LE MONDE

Le SCFP Nouveau-Brunswick met des recommandations de l'avant pour que le gouvernement nous aide toutes et tous, pas seulement les riches et les puissants. Ce sont des mesures concrètes qui auront un effet positif sur l'économie du Nouveau-Brunswick, mais qui rendront aussi notre province plus équitable.

DES SALAIRES JUSTES

Tout travailleur au Nouveau-Brunswick mérite un salaire qui lui permet de subvenir à ses besoins et une augmentation de salaire supérieure à l'augmentation du coût de la vie.

Le salaire minimum augmentera à 13,75 \$ en octobre, mais ce n'est vraiment pas suffisant. En 2021, les mesures de salaire de subsistance au Nouveau-Brunswick variaient entre 17,50 \$ (Bathurst) à 21,20 \$ (Fredericton). De plus, le coût des produits de tous les jours explose. Si vous êtes un employé et que votre augmentation de salaire d'année en année

ne correspond pas au coût de la vie, votre revenu diminue.

Le gouvernement dispose des moyens pour améliorer les salaires de bien des façons. Il est un des plus gros employeurs dans la province, donc il peut augmenter les salaires par la négociation avec ses employés. Le gouvernement peut augmenter le salaire minimum. Il peut subventionner les salaires des petits organismes à but non lucratifs qui ne peuvent pas se permettre des augmentations de salaire. Il peut offrir des subventions et des prêts aux petites entreprises.

Nous savons que plus d'argent dans la poche des travailleurs veut dire plus d'argent dans l'économie locale et provinciale. Il faut améliorer le niveau de vie de tout le monde.



Une portion du surplus budgétaires de cette année est dû à l'augmentation du pouvoir de dépenser des citoyens (l'aide fédérale pour contrer les impacts de la COVID-19 a augmenté le revenu mensuel pour plusieurs personnes). Par rapport aux prévisions, le Nouveau-Brunswick a reçu 486,8 millions de dollars supplémentaires en de taxes de vente et en recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers.

486,8
MILLIONS DE DOLLARS

DES SERVICES UNIVERSELS DE GARDE À L'ENFANCE

Garantir l'accès aux services de garde universels et abordables est essentielle pour assurer une relance féministe. Après plusieurs années de campagnes du SCFP et d'autres groupes de la société civile, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a signé une entente de 544 millions de dollars avec le gouvernement fédéral en décembre 2021 pour mettre en place un tarif de 10 dollars par jour par enfant d'ici 2026.

Les membres du SCFP qui travaillent dans les services de garde partout au pays savent que les employés œuvrant au privé sont payés le salaire minimum. Des études indépendantes le démontrent

aussi. Nous savons que les employés du privé ne sont souvent pas syndiqués, et donc plus susceptibles d'être exploités par leurs employeurs.

Malheureusement, les fonds publics octroyés à un service de garde privée à but lucratif serviront en partie à payer les généreuses indemnités versées aux chefs de direction, plutôt que de bénéficier à nos enfants. Après tout, l'objectif premier des services de garde privés à but lucratif est de faire des profits pour enrichir les actionnaires et les propriétaires.



Or, pour chaque dollar de fonds publics injecté dans les services d'éducation, il y a un retour sur l'investissement de 6 dollars dans l'économie. Conclusion : gardons nos services de garde publics. Nous avons déjà l'infrastructure dans les écoles, les hôpitaux, les collèges et les universités pour opérer des garderies là où les gens travaillent. Faisons des services de garde publics, universels et abordable une réalité au Nouveau-Brunswick.





GARDER LES SERVICES PUBLICS

Le gouvernement actuel a entrepris des réformes majeures de nos systèmes de gouvernement et de prestation des services. De la réforme municipale, à la réforme des soins de santé, en passant par la réforme de l'éducation, le Gouvernement Higgs est déterminé à remodeler la province. Mais pour qui?

Ces réformes offrent aux des opportunités aux entreprises de réaliser des profits en capitalisant sur les besoins des municipalités qui cherchent des options pour offrir leurs services et ceux

des systèmes de santé aux prises avec des enjeux d'opérationnalisation.

La privatisation des services publics a déjà augmenté sous le gouvernement actuel – la gestion des déchets FERO, Croix Bleue Medavie qui dirige l'aide à domicile extramural et Ambulance N.-B., eVisitNB pour les services de soins virtuels, et plusieurs autres. Les dirigeants de ces compagnies sont payés par les fonds publics, des fonds qui pourraient être utilisés pour aider les citoyens du Nouveau-Brunswick. Medivie, une compagnie privée qui

fournit maintenant des services médicaux d'urgence, est dirigé par l'ancien premier ministre conservateur Bernard Lord. Des amis qui aident des amis à s'enrichir avec les fonds publics!

Nous devons protéger nos services publics et investir dans ceux-ci. Nos services publics nous appartiennent. Ils ne sont pas la propriété des élites politiques qui se renvoient l'ascenseur. Gardons nos services publics publics et assurons-nous qu'ils servent l'intérêt de la population.



RENDRE LES SOINS DE LONGUE DURÉE PUBLICS

La prestation de soins de longue durée au Nouveau-Brunswick est disparate, avec plusieurs entreprises à but lucratif, la principale étant Shannex. Le secteur des soins de longue durée, qui comprend les services de soins à domicile actuellement privés, a besoin d'être réformé.

Les services relèvent du ministère du Développement social mais sont gérés par des entreprises privées, ce qui, pendant la crise de santé de la COVID-19, a causé de nombreux problèmes

de coordination et des incertitudes sur les normes de sécurité et de santé en raison de tous les différents intervenants impliqués. De plus, ces entreprises privées ne sont pas obligées de respecter plusieurs règles en matière de transparence, ce qui nuit à la reddition de comptes.

Le SCFP Nouveau-Brunswick se bat pour des soins communautaires accessibles et des soins de longue durée publics devraient faire partie des soins offerts par le système

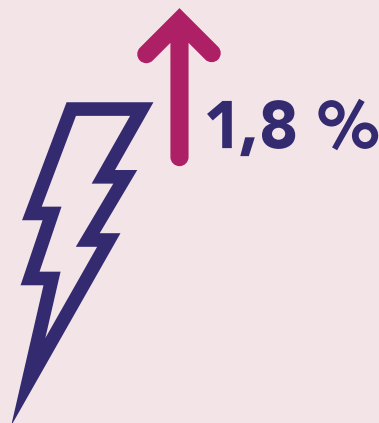
de santé universel – tout comme une visite à l'hôpital ou chez un médecin de famille. Il faut mettre fin aux listes d'attente, aux problèmes de recrutement et de rétention, à transfert de responsabilité aux petits fournisseurs débordés ou aux hôpitaux surchargés. Assurons-nous que les services essentiels soient publics pour que nos citoyens les plus vulnérables puissent vivre dans la dignité.

DE L'ÉLECTRICITÉ À PRIX ABORDABLE

Selon les plus récentes données disponibles, les citoyens du Nouveau-Brunswick dépensent environ 5 000 dollars par année en électricité, ce qui est 720 de plus par année que le Canadien moyen. Les citoyens du Nouveau-Brunswick sont très dépendants de l'électricité pour leurs usages domestiques. Les Canadiens de l'Atlantique ont le taux de pauvreté associé à l'utilisation de l'électricité pour les besoins ménagers le plus élevé au Canada¹. Et le prix de l'électricité continue d'augmenter. Les citoyens du Nouveau-Brunswick ne devraient pas dépenser 23 % de leur salaire annuel pour le chauffage et l'alimentation de leurs résidences en électricité.



Énergie N.-B. a augmenté les tarifs d'électricité des citoyens de 1,8 % en 2021 en voulant les augmenter encore plus. Parallèlement, la société a donné 100 millions de dollars en subventions à la consommation de l'énergie à six usines de pâtes et papiers sur 10 ans, trois de celles-ci sont étant détenues par les Irvings. Et la Énergie N.-B souhaite augmenter les tarifs encore plus!



Énergie N.-B. devrait garder les taux d'énergie abordables. Les citoyens du Nouveau-Brunswick ne devraient pas avoir à choisir entre payer l'épicerie ou chauffer leur logement.

Nous avons besoin que nos entreprises de services publics maintiennent des prix bas pour les gens ordinaires, non pour les familles les plus riches dans la province. Assurons-nous que les entreprises de services publics travaillent dans l'intérêt public.

¹ <https://www.cer-rec.gc.ca/fr/donnees-analyse/marches-energetiques/aperçu-marches/2020/aperçu-marche-ecarts-appreciables-depenses-energetiques-menages-selon-province-territoire.html>



LOGEMENT ABORDABLE

Le Nouveau-Brunswick en est pleine crise du logement et elle n'a fait qu'empirer avec la pandémie. Environ 6000 personnes sont sur une liste d'attente pour des logements sociaux, mais le plan du gouvernement est de construire un peu plus de 100 unités par année. Les citoyens du Nouveau-Brunswick sont frappés par des augmentations de loyer extrêmes, mais le gouvernement refuse de mettre en œuvre des protections fondamentales comme le contrôle des loyers.

Les journaux Irving affirment que la crise est le résultat de la croissance démographique, mais en réalité, c'est le mouvement non-réglementé de l'argent, et non les gens, qui est le problème. Les entreprises de placements financiers spéculatifs qui n'ont aucun intérêt pour le logement abordable, chamboulent le marché du logement afin de tirer le maximum de profit en très peu de temps, et ce, aux frais des citoyens du Nouveau-Brunswick.

La solution à la crise du logement passe par la construction de logements et de coopératives d'habitation sans but lucratifs, non pas d'appartements de luxe que personne ne peut se payer. Elle passe aussi par la protection du droit au logement, ce qui veut dire modifier la Loi sur la location pour renforcer la protection offerte aux locataires.

Nous avons besoin d'un gouvernement qui va protéger les citoyens du Nouveau-Brunswick, pas les entreprises d'investissement prédatrices.

OÙ EST L'ARGENT

Cet hiver, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a prévu un surplus de 487,8 millions de dollars. Ce n'est pas une bonne nouvelle. Cela veut dire que de trop nombreux citoyens du Nouveau-Brunswick ont inutilement soufferts pendant la pandémie à cause d'un gouvernement qui ne sait pas comment gérer les finances publiques, comme en témoignent le nombre record de sans-abris, les prestations d'aide sociale trop basses, les longs temps d'attente dans les soins de santé, les salaires de misère et les coûts élevés de l'électricité.

Ce n'est pas seulement l'incapacité de gérer les finances publiques qui pose le problème. En effet, pendant que les gens du Nouveau-Brunswick paient avec diligence leur juste part pour faire fonctionner notre province, les riches et les puissants se comportent impunément comme des voleurs de grand chemin.

Prenons la sous-évaluation des propriétés, par exemple. Les Irvings paient environ la moitié moins en impôt foncier pour leur terminal ferroviaire à Saint-Jean que l'emplacement

du Tim Horton situé juste en face. Prenons les cadeaux incessants aux entreprises comme les 200 millions de dollars en redevances sur le bois données aux compagnies forestières ou les 15 millions de dollars versés à Shannex pour des foyers de soins au lieu de garder les soins de longue durée publics ou encore les 250 000 dollars octroyés à un club de yacht, alors qu'on exigeait un gel de salaires pour les travailleurs de première ligne.

Cela ne devrait surprendre personne. Le premier ministre Higgs a consacré sa carrière à l'enrichissement des Irvings. S'ils payaient leurs taxes au Nouveau-Brunswick au lieu des Bermudes, nous pourrions assurer une dotation en personnel adéquate dans nos salles d'urgence, réduire le temps d'attente, et rémunérer équitablement nos travailleuses et travailleurs de première ligne.

Le 4 janvier de cette année, le PDG moyen au Canada a déjà atteint le salaire annuel total du travailleur moyen au Canada. Cela vous paraît-il juste?

L'automne dernier, les citoyens du Nouveau-Brunswick se sont unis pour lutter pour de meilleurs salaires pour les membres du SCFP, pour des meilleurs services et pour une meilleure province. Nous avons vu ce que nous pouvons accomplir lorsque nous sommes unis, coude à coude. Luttons ensemble encore une fois, et demandons mieux de ce gouvernement. Investissons dans nos services publics. Renforçons nos collèges communautaires et protégeons nos sociétés d'État. Les travailleuses et les travailleurs du secteur public font leur part. Les ventes de la Société des alcools du Nouveau-Brunswick ont dépassé les objectifs par 2 millions de dollars. Investissons les revenus d'Alcool NB et de Cannabis NB pour améliorer notre province pour le bénéfice de tout le monde.

**L'argent est disponible.
Investissons
dans les gens
maintenant.**